

Sortir du nucléaire!



N° 77 / FEVRIER 2009 / JOURNAL D'INFORMATION

J.A.B.
1000 Lausanne 1
Postcode
Changements d'adresse à:
Sortir du nucléaire
C.P. 1378 - 1001 Lausanne

EDITORIAL

21 milliards pour un cauchemar?

En 2008, Atel, Axpo et FMB ont demandé l'autorisation générale pour 3 nouvelles centrales nucléaires. Pour financer ce cauchemar, ces entreprises annoncent la facture: 21 milliards de francs. FMB et compagnie n'ont pas le monopole du souci pour un approvisionnement sécurisé en électricité. Les mêmes milliards investis dans l'efficacité énergétique et les renouvelables nous apporteraient une sécurité double: celle de l'approvisionnement et celle de la sécurité tout court avec la sortie du nucléaire. Cerise sur le gâteau, les économies d'énergie dans le bâtiment (notamment) et les renouvelables, ce sont des dizaines de milliers d'emplois non délocalisables. Contre le cauchemar à 21 milliards, la relance verte, vite!

PdR

Lucens, un anniversaire nucléaire

Il y a 40 ans, le 21 janvier 1969, la centrale expérimentale d'essais nucléaires de Lucens subit un accident grave entraînant l'arrêt définitif du réacteur. En même temps, c'est aussi l'arrêt définitif du développement d'un réacteur nucléaire suisse.

Il y a 40 ans, ce n'est pas facile de nous imaginer, l'armée suisse voulait développer sa propre arme nucléaire.

Dans 40 ans, nos enfants ne pourront pas s'imaginer que nous avons dû lutter pour empêcher la construction de nouvelles centrales nucléaires.

CvS

Energie éolienne: mélange énergétique?

Les pays n'ayant pas de centrales nucléaires ou qui ont planifié leur sortie du nucléaire sont les pays qui produisent le plus de courant

Prenons l'éolien: le Danemark, l'Espagne, l'Allemagne, l'Irlande, le Portugal et l'Autriche en sont les champions et sont tous soit dépourvus de centrales nucléaires, soit ont un calendrier de sortie du nucléaire. La Suisse, la France et l'Angleterre appartiennent au peloton de queue de l'éolien et s'obstinent à maintenir leurs centrales nucléaires.

Prenons l'exemple des électriciens bernois FMB. Ils annoncent qu'ils investiront 2 milliards de francs dans les renouvelables... d'ici à 2030. Mais pour l'instant, c'est 1,6 milliard

de francs qu'ils veulent dépenser pour construire une megacentrale au charbon à Dörpen (Allemagne), qui a valu aux FMB d'être sanctionnés par le Public Eye Award de Davos. Pire, les FMB ont déposé une demande d'autorisation pour construire une centrale nucléaire à 7 milliards à Mühleberg!

Décidément, on ne peut promouvoir efficacement les renouvelables ET les énergies en voie d'épuisement (fossiles et nucléaire).

CvS

Il a dit:

«Toute énergie nouvelle devra provenir des renouvelables.»

Hermann Scheer,
député au Bundestag, président de l'association Eurosolar

L'ACTION DE « SORTIR DU NUCLÉAIRE » RESTE INDISPENSABLE. NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE SOUTIEN. MERCI DE VERSER VOTRE COTISATION POUR 2009 (CHF 5.- À 500.-) SELON VOS MOYENS ET VOS PRIORITÉS.

Mot du rédacteur en chef

Après une période de transition avec Isabelle Chevalley, j'ai repris la direction du journal à partir de juin 2008. Pas de chambardement certes, mais probablement un changement de style et quelques nouveautés sont à relever. Le journal est réalisé grâce à une

équipe que je souhaite présenter: Nicolas Peter, graphiste, Pascal Degoumois alias Pal Degome, dessinateur de presse, José Cardoso, imprimeur, Marc Saturnin, directeur du CROEPI, et Thierry Logoz, responsable du fichier. La principale nouveauté est l'introduction progressive du nouveau logo de

campagne de Sortir du nucléaire que vous découvrez dans ce numéro. Quant aux articles, ce sont toujours les fidèles membres du comité de notre association qui en sont les auteurs.

Merci de votre soutien et bonne lecture.

MO



Echos du Parlement fédéral

100 millions au lieu de 14! Pendant la session de décembre 2008 le Parlement fédéral a multiplié par sept le budget pour encourager l'amélioration énergétique des bâtiments.

C'est une décision importante et réjouissante, car aujourd'hui en Suisse, presque la moitié de toute l'énergie est utilisée pour chauffer l'eau sanitaire et les bâtiments, alors que l'on sait construire des maisons qui n'ont besoin d'aucun apport d'énergie non renouvelable ! En plein hiver, de l'uranium est transformé inutilement en déchets nucléaires par Beznau 1, Beznau 2 et Mühleberg: l'équivalent de la production de 3 de nos 5 centrales nucléaires est utilisé par des chauffages électriques. Et des tonnes de CO₂ sont émises par les chauffages au mazout! Des milliards partis inutilement en fumée et en fûts de déchets radioactifs!

C'est évidemment à l'amélioration énergétique des bâtiments que nos milliards devraient aller, pour l'économie et pour l'écologie.

Le vote prometteur du Parlement a été acquis grâce au travail de persuasion et à l'engagement de parlementaires de plusieurs partis et malgré l'opposition de M. Merz, ainsi que celles des porte paroles du parti radical et de l'UDC. Les circonstances ont été favorables: La hausse du prix du baril a convaincu certains parlementaires. La crise financière en a motivé d'autres, qui souhaitent soutenir la branche du bâtiment. En parallèle, anticipant un résultat favorable,

des augmentations équivalentes ont été prévues dans les budgets de plusieurs cantons. Une nouvelle majorité a été trouvée. La Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national propose maintenant de consacrer dès 2010 une partie des taxes sur le CO₂, 200 millions annuels, à l'encouragement de l'amélioration énergétique des bâtiments. Un pas de plus pour arrêter progressivement les centrales nucléaires, pour réduire nos émissions de CO₂, notre dépendance de l'étranger et notre facture énergétique. C'est encourageant !

Christian van Singer, conseiller national

Congrès des électriciens suisses: témoignage

A plus de mille francs l'entrée, le congrès annuel des électriciens qui s'est tenu à Berne les 12 et 13 janvier 2009, était certain de n'attirer que des sympathisants. Il y avait aussi quelques invités, des doctorants et des politiciens dont le soussigné.

J'ai pu constater que tout ce monde était animé par des intérêts contradictoires: les industriels espéraient que la libéralisation diminuerait le prix du kWh; or, c'est le contraire qui s'est produit. Ils étaient subventionnés par des particuliers et les PME qui payaient leur électricité à un prix trop élevé. Les prix de l'électricité en Suisse, où les barrages et les centrales nucléaires sont en grande partie amortis, sont plus bas que dans les pays qui nous entourent. Aucune offre intéressante ne parvient de l'étranger. Et les électriciens suisses préfèrent exporter leur surplus de courant. Les plus gros électriciens gagnent des milliards en important

aux heures creuses du courant produit par des centrales nucléaires ou au charbon, et en revendant du courant de pointe des barrages au prix fort. Ils souhaitent construire de nouvelles grandes centrales au charbon à l'étranger et nucléaires en Suisse pour continuer ce commerce qui leur est si profitable. Ils se gardent bien d'avertir que le kWh produit par d'éventuelles nouvelles centrales nucléaires sera nettement plus cher qu'aujourd'hui. Ils tablent sur la consommation additionnelle des pompes à chaleur, les voitures et scooters électriques. Moritz Leuenberger a averti que le dépôt de trois projets de centrales nucléaires repousse le

référéndum à 2013-2015 et la mise en service éventuelle d'une nouvelle centrale à 2027 au plus tôt. Pas de quoi répondre aux besoins de ces prochaines années. Le conseiller fédéral a aussi annoncé qu'il proposera de modifier la législation pour relancer le solaire, qui, à terme, pourrait fournir 25% de l'électricité. Enfin, Pieter Boot, directeur à l'Agence internationale de l'énergie (AIE), prévoit sur le plan international une part restreinte du nucléaire. Même chez les électriciens, on entend que le nucléaire n'est pas la réponse à la «pénurie» de courant.

CvS

La pompe à chaleur: vraiment la panacée ?

Telle était la question que nous nous sommes posé dans le numéro 76 de Sortir du nucléaire. Et nous avons eu le plaisir de recevoir plusieurs réactions, des questions, des compléments d'information, des critiques. Nous remercions tous nos lecteurs qui nous ont fait l'amitié de nous contacter dans un sens ou dans l'autre.

Résumons donc notre position: les PAC ne représentent en général pas une économie d'énergie, mais bien simplement un transfert d'une énergie à l'autre, c'est à dire du fossile (mazout ou gaz) à l'électricité.

La discussion autour de la pompe à chaleur continue d'être animée dans la presse, les détracteurs et les promoteurs sortent leurs meilleurs arguments:

- les promoteurs de nouvelles centrales nucléaires prévoient une forte augmentation de la consommation d'électricité, qu'ils expliquent entre autres par l'augmentation fulgurante de l'utilisation des pompes à chaleur. Voilà qui justifie pleinement notre opposition aux PAC!
- Il faut 3,5 kWh d'énergie fossile pour produire 1 kWh d'électricité

et l'amener à la prise dans notre maison. (UCPTE: Ecobilan moyen de l'électricité)

Donc, ce que l'on croit gagner avec une PAC est déjà perdu d'avance lors de la production de l'électricité.

- Mais, comme plusieurs personnes nous ont fait remarquer, la PAC peut être performante pour des applications industrielles. Mais il est préférable de la faire tourner avec un groupe chaleur-force fonctionnant au gaz, afin de produire de la chaleur en plus de l'électricité.

Conclusion: soyons prudents avec des projets de chauffage d'une villa par PAC, le résultat sera décevant.

HG

La fin des bonnes vieilles ampoules incandescentes ?

Dès le 1^{er} janvier 2009, les ampoules devront remplir des exigences minimales en matière d'efficacité énergétique. Pour peu que leur puissance soit supérieure ou égale à 4 Watts, elles devront appartenir au moins à la classe d'efficacité énergétique E, selon l'étiquette-énergie. Les ampoules de puissance inférieure et les lampes à réflecteur ne seront pas soumises à ces exigences, tout comme les ampoules utilisées dans les appareils électroménagers tels que les fours et les réfrigérateurs.

Le délai de transition pour l'entrée en vigueur de ces exigences arrive à échéance à la fin de l'année 2009. Par conséquent, les ampoules à incandescence les plus gourmandes en énergie, celles des classes d'efficacité F et G, ne pourront plus être commercialisées après ce délai.

Ces premières exigences en matière d'efficacité de l'éclairage amèneront des économies correspondant à la consommation de 10 000 à 20 000 ménages. La prochaine étape, prévue pour 2012, sera l'interdiction totale des ampoules à incandescence. Elle devrait, quant à elle, amener des économies correspondant à la consommation de 80 000 ménages.

Voilà de bonnes nouvelles de l'OFEN, selon un communiqué officiel du 18 décembre 2008.

Nous applaudissons cette démarche pour l'efficacité énergétique que nous devons chercher à développer dans tous les domaines. Mais... le pas en avant est malheureusement plus petit qu'on ne pourrait croire, comme le prouve une excellente étude publiée dans le magazine Energie & Umwelt. Quels sont donc les problèmes soulevés ?

Manque de transparence de l'étiquette énergie

Les interdictions sont basées sur les classes de l'étiquette énergie – et ces classes ne sont pas linéaires, contrairement à ce que l'on pourrait logiquement supposer.

Faisons le test, en cherchant le remplacement d'une ampoule incandescente de 60 W, et nous trouvons dans le même rayon le choix suivant pour la même luminosité :
Incandescente 60W classe E (11.8 lumen/watt).

Je constate que cette ampoule très courante, étant en classe E, n'est pas concernée par les nouvelles exigences et peut donc être vendue jusqu'à nouvel avis.

Comme je suis écologiste, je veux quand-même une lampe économique, et je trouve au choix :

- halogène EcoClassic30, 42 W, économie d'énergie 30%, classe C (15.0 lumen/watt)
- halogène EcoClassic50, 30 W, économie d'énergie 50%, classe B (20.7 lumen/watt)

- Softone, 12 W, économie d'énergie 80%, classe A (50.8 lumen/watt)

Et si je préfère quand même une ampoule correspondant à 75 watt ?

- Alors, je trouve :
- Softone, 16W, économie d'énergie 80%, classe B (50.9 lumen/watt).

Non, elle n'existe pas en classe A, malgré le fait que son rendement (calculé selon les indications de l'étiquette) est marginalement meilleur que celui de la 12 W.

Vous suivez encore ? Moi non plus !

Et nous n'avons pas encore comparé les prix, ni la durée de vie, parce que là, les choses se corsent encore davantage. Donc quand même plutôt demander conseil au vendeur ?

Déception, car je n'ai pas encore trouvé la personne qui pourrait m'expliquer ces mystères et me conseiller sérieusement !

Les nombreuses exceptions

En plus de ces problèmes de classe d'étiquette qui ouvrent la porte à toute sorte d'astuces techniques, il y a encore le problème des exceptions, parce que de nombreux types de lampes ne sont pas soumises à étiquette-énergie.

Selon l'étude citée plus haut, ça concerne des produits très courants comme :

- toutes les lampes spot, que ce soient des incandescentes ou des halogènes ;
- toutes les lampes halogènes à basse tension (avec transformateur) ;
- toutes les lampes de décoration (en couleur, en forme de bougie etc.) ;
- les ampoules utilisées dans les appareils électroménagers.

Conclusion

L'effet de ces nouvelles exigences pour la consommation d'électricité sera malheureusement moins important qu'il ne le pourrait être – mais mieux vaut un petit pas dans la bonne direction que de ne pas avancer du tout.

Et surtout, il manque une information claire pour le consommateur.

Et quel sera l'avenir de notre éclairage ?

Sous la pression des exigences futures annoncées, l'industrie sera amenée à développer des produits améliorés. La technologie du futur est certainement la lampe LED (light-emitting diode), qui souffre actuellement encore d'une qualité de sa lumière peu adaptée pour l'habitat et d'un prix trop élevé. Mais ces choses changent vite !

HG

Les SIG soutiennent l'énergie solaire

Alors que la plupart des dossiers solaires déposés à Swissgrid sont restés sur le carreau, les Services Industriels de Genève (SIG) ne les laissent pas tomber. Tous les particuliers qui habitent sur territoire genevois et qui ont été refusés par Swissgrid devraient être repris automatiquement par les SIG à un tarif équivalent.

Pour ce qui est des grosses installations, la problématique est étudiée au cas par cas. L'objectif des SIG est d'atteindre 15 MW d'ici 2015, soit tripler leur production solaire actuelle.

IC

Envol du solaire photovoltaïque

Selon le cabinet iSuppli, la production totale mondiale de cellules et de panneaux solaires va passer de 5,7 GWp en 2008 à près de 20 GWp en 2010, soit une croissance de presque 400 % en 2 ans ! L'Institute for Energy, un centre de recherche qui travaille pour la Commission européenne, prévoit même en 2012 une capacité de production mondiale de 42 GWp. Ces prévisions résisteront-elles à la crise économique mondiale ?

CvS

La Suisse bien placée ?

Deux sociétés ont tiré profit de l'Institut de Microtechnique de l'Université de Neuchâtel (IMT) permettant de déposer de fines couches de silicium amorphe et microcristallin sur divers supports : Flexcell qui produit à Yverdon des panneaux flexibles www.flexcell.ch et Erlikon Solar, qui produit à Trubbach (St-Gall) des usines automatisées, clé en main, fabriquant des panneaux solaires performants et bon marché. www.oerlikon.com/solar.

CvS

Rachat du courant vert à prix coûtant

La récolte de signatures pour la pétition « Otons le couvercle » a rencontré un succès qui ne nous étonne pas : 2000 signatures, sans tenir un stand ! Le « bouche à oreille » a bien fonctionné, les abonnés au journal faisant signer famille, voisins ou collègues. Cette récolte est à l'image de l'énergie renouvelable : décentralisée et participative. La pétition demande au Parlement de supprimer le plafonnement du rachat du courant vert à prix coûtant produit de façon décentralisée.

PdR

L'ombre et le soleil... La lumière de l'EPFL

Une réalisation qui fera son chemin, c'est bien celle que les chercheurs de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) sont en train de mettre sur pied avec les 20 000 m² de cellules photovoltaïques prévus sur les toits de la haute école. Ainsi les scientifiques pourront explorer de visu les améliorations et nouveautés possibles. Avec la production d'électricité écologique équivalent à la consommation de 500 ménages, cette installation représentera le plus grand parc photovoltaïque en Suisse.

Ne lâchons pas la proie pour l'ombre, ne laissons pas l'ombre des profondeurs absorber les dangereux déchets radioactifs des centrales nucléaires et félicitons l'EPFL de voir l'avenir dans la lumière des énergies renouvelables.

POST TENEBRAS LUX

WPG

Nouveau: l'Agence internationale des énergies renouvelables

A l'image de l'AIEA créée il y a 50 ans pour promouvoir l'énergie nucléaire dans le monde, une centaine de pays se sont réunis fin janvier 2009 à Bonn, en Allemagne, pour fonder l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA). 25 millions de dollars seront consacrés annuellement pour promouvoir la sortie des énergies non renouvelables (charbon, pétrole, gaz et uranium). L'institut aura pour but de conseiller les gouvernements. www.irena.org

PdR

Déchets nucléaires à Asse

(suite de ce triste feuilleton)

Dans notre dernier numéro, nous avons rapporté les déboires que subit l'industrie nucléaire allemande avec le stockage de ses déchets radioactifs.

Ce qui avait été annoncé comme la solution miracle pour s'en débarrasser, à savoir le stockage dans une mine de sel abandonnée tournait au cauchemar, parce que l'eau envahissait les galeries et sous la pression de la montagne celles-ci se déformaient.

Entre-temps la situation s'est encore aggravée, comme annonce la dépêche ci-après:

AFP - 15.01.09

Une chambre souterraine de stockage de déchets radioactifs dans la mine de sel désaffectée de Asse, en Basse-Saxe, menace de s'écrouler, a averti jeudi l'Office fédéral de protection des radiations. Des pans du plafond dans cette cavité à 750 m de profondeur pourraient s'écrouler sur quelques-uns des 6000 fûts contenant des déchets radioactifs, a-t-il précisé.

Par mesure de précaution, le plafond de ce hall où sont entreposés ces déchets depuis des années va être renforcé par des pans de béton. La mine d'Asse, près de Wolfenbüttel, avait été au centre d'une polémique en juin dernier quand une contamination avait été découverte et tardivement révélée.

Qui ose encore promouvoir l'enfouissement de nos déchets nucléaires dans des couches géologiques profondes?

HG

Agenda

Si vous voulez tout savoir sur les énergies renouvelables et les économies d'énergie, ne manquez pas le salon

ENERGISSIMA du 23 au 26 avril 2009 au Forum de Fribourg

Sortir du nucléaire sera présent avec un stand. Pour plus d'informations: www.energiissima.ch

Impressum

Editeur: Association Sortir du nucléaire
Rédacteur en chef: Marc Oran (MO)
Graphiste: Nicolas Peter (NP)
Dessinateur: Pal Degome (Pal)
Imprimerie: Unipress SA, Chavannes s/Renens (JC)
Fichier: Thierry Logoz (TL)
Expédition: CROEPI - Marc Saturnin (MS)

Ont collaboré à ce numéro:
Philippe de Rougemont (PdR),
Christian van Singer (CvS)
Heinz Gasser (HG)
Willy Perret-Gentil (WPG)
Isabelle Chevalley (IC)

Tirage: 5000 exemplaires

Coupon à découper et renvoyer à:
Sortir du nucléaire, case postale 1378, 1001 Lausanne

Contactez-moi, je désire:

- Adhérer à "Sortir du nucléaire" (5.- à 500.- francs par an) et recevoir le journal
- Participer aux activités de "Sortir du nucléaire"
- Aider occasionnellement au travail de bureau, à des envois
- Recevoir régulièrement des informations par courrier électronique

J'attends de vos nouvelles

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

N°postal et localité: _____

Téléphone: _____

E-mail: _____

Signature: _____